



Dans le contexte inédit de l'épidémie de COVID-19, la question de la sécurité et de l'approvisionnement alimentaire revêt une préoccupation importante pour les Français et sollicite la réponse adaptée des pouvoirs publics. Dans sa volonté de poursuivre le dialogue avec ses interlocuteurs institutionnels, la FNSEA a souhaité mettre en place une lettre d'information, « Le fil agricole », vous permettant d'être tenu informé(e), de manière hebdomadaire, des enjeux de la production et de la distribution des produits agricoles. Dans l'espoir que cette publication puisse retenir votre attention et à votre entière disposition pour toutes demandes complémentaires.

INITIATIVES AGRICOLES

LANCEMENT D'UNE OPERATION MASSIVE D'ACHAT DE MASQUES A DESTINATION DES AGRICULTEURS ET DE LEURS SALARIES

Sur la base des besoins exprimés par les agriculteurs, la FNSEA a proposé cette semaine une opération conjointe d'achat groupé de masques de protection. Cette démarche a pour but de faciliter la réponse aux exigences de protection nées de la crise sanitaire que nous traversons, tant pour les exploitants que pour les salariés de l'amont agricole. Près de 900 000 masques ont été commandés en l'espace de quelques jours et seront rapidement distribués sur le terrain, via les réseaux professionnels et syndicaux locaux.

ACTUALITES ET VIE DES FILIERES AGRICOLES

PLFR 2020 : LA PROFESSION AGRICOLE PROPOSE LE DEBLOCAGE SIMPLIFIE DES SOMMES EPARGNEES DANS LE CADRE DE LA DEDUCTION POUR ALEAS (DPA)

Depuis une quinzaine d'années, des agriculteurs ont pu épargner dans le cadre de la déduction pour aléas (DPA) qui a été récemment réformée et remplacée par un outil plus efficace : la déduction pour épargne de précaution (DEP). Les sommes ainsi épargnées sont aujourd'hui bloquées sur des comptes bancaires, et ne peuvent être utilisées par les exploitants qu'en présence de cas bien spécifiques (le dispositif fiscal survivant jusqu'à son extinction). Cette épargne est notamment mobilisable en présence d'aléas économiques, mais les conditions et les modalités d'utilisation de ces sommes sont très complexes (mesure de la perte de la valeur ajoutée, limitation du montant débloqué...). Dans le cadre du second PLFR « de crise » examiné dès jeudi 16 avril par le Parlement, la FNSEA propose de débloquent cette épargne (DPA) acquise et non utilisée dans les conditions simples et souples d'utilisation du dispositif actuel de la DEP, sans risquer une remise en cause des sommes rapportées au résultat. L'utilisation de ces sommes par les exploitants présentera l'intérêt évident d'améliorer leur trésorerie dans ce contexte inédit, mais pourra aussi, le cas échéant augmenter leur résultat imposable, source de recettes fiscales précieuses pour l'Etat. Le montant de cette réintégration se régulera donc intrinsèquement, comme c'est le cas pour la DEP.

REBATIR NOTRE INDEPENDANCE AGRICOLE : UNE PRIORITE MAJEURE D'APRES-CRISE

Alors que le chef de l'Etat, dans son discours du 13 avril, a affiché sa volonté de « rebâtir une indépendance agricole française », la profession agricole, par la voie de la FNSEA, prend acte de cette volonté qui résonne comme une prise de conscience politique

essentielle du rôle de l'agriculture dans la construction d'une nation forte et indépendante. Indéniablement, la crise que nous vivons doit être l'occasion de jeter les bases d'un renouveau agricole français, assumé et conquérant. Une vision également partagée par les Français, qui témoignent pour 93% d'entre eux, dans un récent sondage Odoxa-Comfluence / Les Echos, que l'autonomie agricole de la France doit être la première priorité politique d'après crise. De la parole aux actes, le chemin s'avère toutefois encore incertain. La profession agricole sera aux avant-postes pour défendre sa vision de l'après, plus encore après des années où les alertes sur le décrochage économique du secteur ont été ignorées. C'est dans un esprit résolument constructif, que la FNSEA tend la main aux pouvoirs publics, pour proposer d'écrire cette nouvelle page de notre indépendance agricole, bâtie sur des filières agricoles résilientes, compétitives et durables.

ENJEUX EUROPEENS ET INTERNATIONAUX

CRISE SUR LES MARCHÉS AGRICOLES, LA FNSEA DEMANDE UNE RÉPONSE IMMÉDIATE ET EUROPÉENNE

La FNSEA a adressé au Commissaire Wojciechowski, un courrier soulignant l'importance des mesures adoptées ou en cours de préparation au sein de la Direction Générale de l'Agriculture plus particulièrement concernant des flexibilités dans la mise en œuvre de la PAC. Toutefois, si ces mesures sont nécessaires, elles ne sont pas suffisantes au regard des conséquences économiques exceptionnelles auxquelles les filières agricoles françaises doivent faire face. Des déséquilibres sont en train de naître sur les marchés, et la situation va s'aggraver avec la récession économique annoncée au niveau mondial. La réponse doit donc être immédiate et européenne : la profession agricole demande une action adaptée à chaque secteur de production concerné et une attention particulière de l'UE au sujet des contingents d'importations de certains produits, susceptibles d'alourdir les déséquilibres de marchés. La FNSEA a marqué sa disponibilité pour contribuer aux réflexions de la Commission européenne en vue des futures mesures de gestion de marchés.

FACE A LA PANDEMIE MONDIALE, L'ORGANISATION MONDIALE DES AGRICULTEURS EXPRIME SES PRIORITES

Theo De Jager (Afrique du Sud), Président de l'OMA, Organisation Mondiale des Agriculteurs, s'est récemment exprimé sur la pandémie : « le défi d'aujourd'hui est de lancer une campagne mondiale pour s'assurer qu'aucune famille n'ait faim, ni pendant la bataille contre le virus, ni par la suite ». Pour l'OMA, il importe, tant pour les consommateurs que les producteurs, de « répondre aux besoins des plus petits, des plus faibles et des plus vulnérables ». Il faut veiller à ce que la faim ne n'empêche pas et ainsi « détourne les agendas politiques ». « Pour que la nourriture soit disponible, nous demandons aux gouvernements de veiller à ce que les agriculteurs aient les moyens, les intrants et une chaîne de valeur durable et qui fonctionne, afin de continuer de nourrir le monde comme nous l'avons toujours fait auparavant » demande l'OMA. « Les agriculteurs doivent être soutenus et accompagnés pour produire ». « Ceux qui pensent que cela coûtera trop cher devraient considérer le coût de ne pas le faire ! ». « Le virus a vraiment appuyé sur le bouton de réinitialisation du monde et va sans aucun doute changer de nombreux paradigmes et systèmes, que nous avons considérés immuables. Pourtant, en tant qu'agriculteurs du monde, nous voyons une occasion de changer les systèmes alimentaires pour qu'ils soient plus justes et équitables, et de créer un monde sans faim » conclut l'OMA.

BAROMETRE HEBDOMADAIRE DES PRODUCTIONS AGRICOLES

Contexte global

Au-delà de perturber le fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et les équilibres de marché, la crise du Covid-19 a des conséquences sur le comportement des consommateurs. En effet, plus enclins à consommer au travers les circuits de proximité, notamment via les circuits courts et via les livraisons à domicile ou le drive, il n'en reste pas moins que plus de 2/3 des achats de denrées alimentaires sont réalisés auprès de la grande distribution. Au niveau des prix, il faut noter que leur évolution est largement contenue, ils sont stables sur les produits de grande consommation.

Cette semaine focus sur les filières semences, légumes d'industrie, plantes à parfum aromatiques et médicinales, chanvre et apiculture :

Filière	Etat général de la production / Contexte de marché	Risques identifiés / Actions envisagées
Semences	<p>Semences L'activité des entreprises est maintenue pour le moment avec un plan de continuité de l'activité. Plants potagers reconnus comme de première nécessité début avril. La commercialisation des semences et plants potagers à destination des amateurs peut notamment reprendre dans les jardineries disposant d'un rayon animalerie restées ouvertes.)</p> <p>Les chantiers de plantations de betteraves porte-graine repiquées ont pu se terminer sans trop de difficultés dans le Sud-Ouest.</p> <p>Plants de pommes de terre : La continuité de la certification peut être réalisée en mettant en œuvre un protocole sanitaire strict. Par conséquent les expéditions de plants ont pu se faire sans trop de difficultés si ce n'est des problèmes logistiques au début de la période de confinement. Les plantations 2020 ont pu débuter dans de relatives bonnes conditions (surtout avec le beau temps), certains secteurs sont déjà à la moitié des surfaces plantées. Export : quasiment terminé avant la période de confinement : quelques blocages en UE, résolus une fois les plants considérés comme des produits de premières nécessités. Corridor vert avec la Russie. Marché français : plutôt porteur concernant le marché du frais. Annulations de commandes sur le marché de l'industrie (frites en particulier).</p> <p>Le plan de production de semences de maïs est maintenu en hausse par rapport à 2019</p>	<p>Plusieurs difficultés sont toujours constatées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manque de main d'œuvre opérationnelle, auquel s'ajoute des difficultés pour le logement des salariés, risque de manque de protection pour les salariés. - Problématique sur la capacité des transporteurs à répondre à la demande : le transport de semences n'est pas toujours la priorité. - Export : difficultés rencontrées sur le passage des frontières (Russie, Ukraine, Biélorussie etc.), problème de disponibilités des conteneurs, délais allongés... - Import des semences de contre-saison compliqué. - Certaines difficultés sur la réalisation des analyses officielles par les laboratoires (Station Nationale d'Essais de Semences notamment). - Plants de pommes de terre : les invendus sur le marché industrie risquent de se répercuter sur les producteurs de plants, pénalisant ainsi leur CA.
Légumes d'industrie	<p>Semis retardés par la pluviométrie de février, début mars. Des surfaces ne seront pas mises en culture. Puis, irrigation précoce nécessaire au début du printemps pour faire lever les semis. L'impact se fait surtout ressentir au niveau industriel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des achats par les particuliers avec des usines qui ont augmenté les cadences de conditionnement et de livraison ; - La RHF est un débouché important en surgelés, avec une baisse importante à la suite de la fermeture des restaurations scolaires, d'entreprises commerciales ; mais la restauration sanitaire et sociale continue à fonctionner. 	<p>Vigilance sur la disponibilité de main-d'œuvre. Inquiétude sur les emballages. Difficulté à s'approvisionner en masques. Inquiétudes sur la maintenance (machinisme agricole et équipements industriels)</p>
Plantes à parfum aromatiques et médicinales (PPAM)	<p>La période actuelle est encore principalement consacrée aux plantations et entretiens des cultures.</p> <p>Huiles essentielles de lavande et de lavandin : le marché est au ralenti (ce ralentissement avait débuté avant la crise sanitaire).</p> <p>Plantes aromatiques surgelées : très forte chute de l'activité.</p> <p>Plantes aromatiques sèches : les marchés sont maintenus, mais décalés dans le temps (commandes repoussées).</p> <p>Plantes médicinales : les besoins pour les laboratoires sont toujours présents mais certaines plantes très demandées et d'autres moins.</p>	<p>Difficultés sur la disponibilité de main d'œuvre sur les chantiers. Les producteurs en vente directe sont plus impactés dans la mesure où leurs principaux points de vente ont été annulés/fermés.</p>

<p>Chanvre</p>	<p>Les semis ont lieu actuellement. Les producteurs chanvriers français ont pu être livrés à temps et en quantité. Pas d'impact à ce stade pour la prochaine récolte.</p> <p>La plupart des usines de défibrages sont encore en activités de manière plus ou moins réduite.</p> <p>Difficultés sur l'export : vers l'UE mais aussi les Etats-Unis, Canada et Australie.</p> <p>Certains marchés sont au point mort ce qui conduit la plupart des entreprises à faire des stocks dans la limite de leur capacité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Paillage horticole, jardin (chènevotte). La réouverture du rayon « potager » des jardinerie pourrait permettre de relancer les ventes. - Le bâtiment (chènevotte et fibres). - La plasturgie (fibres). 	<p>Le coût du transport augmente fortement de 15% à 30%.</p>
<p>Apiculture</p>	<p>Difficultés liées à l'approvisionnement en matériel. Impact sur la consommation de miel : les consommateurs s'en détournent au profit des produits de première nécessité (40% de ventes directes).</p>	<p>Craintes liées à la fermeture des marchés et à la baisse des revenus liée aux ventes d'essaims.</p>

Contact : Guillaume Lidon

Responsable des affaires publiques

mail : guillaume.lidon@reseaufnsea.fr

tél : 01 53 83 48 92

**Vous pourrez toujours compter
sur nous pour vous nourrir**
#OnVousNourrit

Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitations Agricoles
11 rue de la Baume - 75008 Paris



Pour vous désinscrire de cette newsletter, merci d'adresser votre demande par retour de mail à lefilagricole@reseaufnsea.fr